



RONSIN Xavier

Né le 04/02/1957 à Beaune (21).

Cour d'appel de Rennes

Place du Parlement de Bretagne,

CS 66423, 35 064 Rennes cedex.

xavier.ronsin@justice.fr

Parcours professionnel

- a/c mai 2016** Conseiller à la Cour de cassation pour exercer les fonctions de premier président de la cour d'appel de Rennes (35).
- 2012 à 2016** Directeur de l'Ecole nationale de la magistrature.
- 2008 à 2012** Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nantes (44).
- 2004 à 2008** Avocat général près la cour d'appel de Rennes, en charge notamment de la juridiction interrégionale spécialisée en matière de criminalité organisée et de grande délinquance économique et financière et magistrat délégué à la formation.
- 2002 à 2004** Chef de service, adjoint au directeur de l'administration pénitentiaire, ministère de la Justice.
- 1994 à 2002** Substitut général près la cour d'appel d'Angers et magistrat délégué à la formation.
- 1991 à 1994** Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Roanne (42).
- 1989 à 1990** Premier juge d'instruction au tribunal de grande instance de Chartres (28).
- 1982 à 1988** Juge d'instruction au tribunal de grande instance de Lorient (56).

Formation

- 1980 à 1981** Auditeur de justice à l'Ecole nationale de la magistrature (promotion juge Michel).
- 1978** Lauréat du premier concours de l'ENM.
- 1978** Maître en droit privé et lauréat de la faculté de droit de Dijon (21) (mention procédure civile).
- 1974 à 1978** Faculté de droit de Dijon (21).
- 1974** Bac scientifique C au lycée du Clos Maire à Beaune (21).

Défense nationale

- 2007 à 2008** Auditeur de la 60^{ème} promotion de l'Institut des hautes études de la défense nationale (IHEDN).
- 1979** Aspirant, 1^{er} régiment de chasseurs de Reims, infanterie mécanisée.

Activités dans le domaine des droits de l'Homme

- 2007 à 2017** Membre élu à trois reprises du comité européen pour la prévention de la torture et des traitements inhumains et dégradants (CPT) et, à ce titre, participation à de nombreuses missions de contrôle des lieux de privation de liberté (notamment en Italie, Roumanie, Moldavie, Arménie, en qualité de membre ou de chef de délégation).
- 2002 à 2007** Membre du Conseil de coopération pénologique (PC-CP) du Conseil de l'Europe et du comité de rédaction des 108 « règles pénitentiaires européennes » adoptées en janvier 2006 par le comité des ministres de la Justice des 47 pays du Conseil ainsi que de deux autres recommandations relatives l'une « à l'usage de la détention provisoire et la mise en place de garanties contre les abus » et l'autre « aux délinquants mineurs faisant l'objet de sanctions ou de mesures ».
- <https://rm.coe.int/16806ab9b6>
- 2009 à 2014** Membre de la commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH).
- 2001 et 2007** Membre des deux comités d'orientation de la loi pénitentiaire mis en place auprès des gardes des Sceaux.

Activités dans le domaine de la coopération internationale en matière de justice

- 2020 et 2021** Conseil de l'Europe, membre du groupe de travail SATURN de la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ), travaux sur la gestion du « temps judiciaire ».
- 2018 à 2020** Conseil de l'Europe, expert scientifique auprès de la CEPEJ lors de la rédaction de la « charte éthique européenne d'utilisation de l'intelligence artificielle dans les systèmes judiciaires » adoptée en décembre 2018 puis intervenant au titre de la CEPEJ dans de nombreux colloques universitaires ou relations avec la Commission européenne.
- <https://rm.coe.int/charte-ethique-fr-pour-publication-4-decembre-2018/16808f699b>
- 2012 à 2019** Nombreuses missions internationales en matière de formation judiciaire à la demande de l'ENM (Afrique francophone, Ethiopie, Maghreb, Equateur, Brésil, Chine, Japon, Mongolie, Laos, Taiwan, Vietnam, Madagascar).

Autres activités récentes

- Octobre 2021 à février 2022 Co-président du groupe de travail thématique des « états généraux de la Justice » consacré au « pilotage des organisations, au maillage territorial des services judiciaires, aux contours d'une taille critique des juridictions susceptible de faire l'objet d'un pilotage efficient et à la communication de l'institution judiciaire ».
- 2021 Membre du groupe de travail de la chancellerie dit « stocks » à la demande de la CNPP.
- 2020-2021 Membre de la « commission de réflexion sur la Cour de cassation 2030 ».
- 2017 à 2021 Membre du comité stratégique de l'agence française anti-corruption.
- 2020 Président élu de la conférence nationale des premiers présidents (CNPP).
- 2019 Membre élu du bureau de la conférence nationale des premiers présidents.
- 2014 à 2019 Membre du comité d'éthique du barreau de Paris.

Publications récentes

- 2017 Rapport du groupe de travail du Conseil national du droit: « *sur la démocratisation de l'accès à la magistrature* ».
- 2020 Contribution à l'ouvrage collectif « *La crise de la Covid-19, comment maintenir l'action publique ?* ».
- Auteur de l'article « *Les juridictions de fond face à la crise de la Covid-19, retour d'expérience d'un premier président* ».

Divers, communication

Comptes Twitter depuis 2016 : @xavierRonsin // @ppcaRennes